

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

POUVOIR ADJUDICATEUR

Musée national de la Marine
17, place du Trocadéro
75116 PARIS

OBJET

Travaux d'aménagements de l'exposition temporaire « *Autour du monde. Dans le sillage de Magellan* » au MnM – Palais de Chaillot

NUMÉRO DE MARCHÉ

25MPROG03

CODE CPV

39154000-6 Équipements d'exposition

PROCÉDURE

Procédure adaptée « ouverte » en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le 25 avril 2025 à 12h30

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION	3
ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 8 : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
Article 8.1 : Variantes	5
Article 8.2 : Prestations supplémentaires éventuelles (options)	5
ARTICLE 9 : VISITE DU SITE	5
ARTICLE 10 : CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
ARTICLE 12 : ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION.....	7
Article 12.1 : Date et heure limites de remise des plis	7
Article 12.2 : Présentation des plis	7
12.2.1 : Eléments relatifs à la candidature	7
12.2.1 : Eléments relatifs à l'offre	8
Article 13.3 : Modalités de remise des plis dématérialisés	9
ARTICLE 13 : CRITERES DE SELECTION	10
Article 13.1 : Critères de sélection des candidatures	10
Article 13.2 : Critères de jugement des offres	10
13.2.1 : Analyse des offres – rejet des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables.....	10
13.2.2 : Analyse des offres – offre anormalement basse	11
13.2.3 : Comparaison pour la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse.....	11
13.2.4 : Organisation de la négociation	11
ARTICLE 14 : ABANDON DE PROCEDURE.....	12
ARTICLE 15 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
Article 15.1 : Demandes de renseignements.....	12
Article 15.2 : Modifications apportées au dossier de consultation.....	12
ARTICLE 16 : RAPPEL DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC.....	12

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public, le musée national de la Marine, représenté par son Directeur, Monsieur Thierry Gausseron dûment habilité par le décret du Président de la République en date du 5 décembre 2023 portant nomination du directeur du musée national de la Marine.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet des prestations de réalisation de l'aménagement général de la scénographie de l'exposition temporaire du musée national de la Marine – Palais de Chaillot intitulée « *Autour du monde. Dans le sillage de Magellan* », présentée dans l'espace d'exposition au rez-de-chaussée du musée national de la Marine – Palais de Chaillot sur une surface de 830 m2 environ. Les dates prévisionnelles de l'exposition sont d'octobre 2025 (inauguration envisagée les 20 et 21/10/2025 – ouverture au public envisagée le 22/10/2025) à février 2026 (fermeture envisagée le dimanche 15/02/2026).

Les prestations attendues sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lot et annexes et devront être réalisées selon l'ensemble des pièces du présent marché notamment le CCTP commun.

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION

La procédure de passation du marché est la procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution du marché public est le suivant :

Palais de Chaillot – Musée national de la Marine
17 place du Trocadéro
75116 PARIS – France.

ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT

Le marché public est alloti comme suit :

- Lot 1 : agencement et peinture
- Lot 2 : électricité et éclairage
- Lot 3 : fabrication et pose de la signalétique
- Lot 4 : fourniture, installation, maintenance et réglage du matériel audiovisuel

ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE

Le marché public est conclu pour une durée de onze (11) mois à compter de sa notification.

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent Règlement de Consultation ;
- L'acte d'engagement (A.E),
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du lot n°1,
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot n°1,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du lot n°2,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot n°2,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du lot n°3,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot n°3,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du lot n°4,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Commun (C.C.T.P. commun) à tous les lots et ses annexes (Annexe 1_CCTPC_marché travaux_Magellan_calendrier prévisionnel, Annexe 2_CCTPC_marché travaux_Magellan_CDC Exploitation des espaces logistiques muséographiques), le C.C.T.P. par lot et leurs annexes :
 - Le CCTP du lot n°1 et le cahier graphique en annexe,
 - Le CCTP du lot n°2 et le cahier technique, l'inventaire du MnM et des fiches techniques en annexes,
 - Le CCTP du lot n°3 et le cahier graphique en annexe,
 - Le CCTP du lot n°4 et le cahier de plan des points audiovisuels, la liste des audiovisuels et l'inventaire du matériel audiovisuel du MnM en annexe.
- l'attestation de visite (pour le lot n°1, n°2 et n°4),
- le formulaire DC1 ;
- le formulaire DC2.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE, ils doivent cependant compléter certaines pièces ou répondre aux options et variantes obligatoires et proposer le cas échéant des variantes (toutes variantes permettant des solutions techniques et des économies de prix mais sans modification de l'esthétique du projet (*article 8 du présent RC*). Les variantes et options sont précisées à chaque CCTP par lot et figurent à la DPGF par lot le cas échéant.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition du dossier qu'ils ont téléchargé. A l'issue de cette vérification, le(s) candidat(s) qui constateraient une erreur ou omission dans les pièces mentionnées, devront prendre contact avec le musée national de la Marine.

Aucune prolongation de délai ne sera admise sur ce motif.

Les échanges avec les soumissionnaires se dérouleront exclusivement sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

La plateforme de dématérialisation PLACE permet l'envoi de lettres recommandées électroniques, pour la communication avec les soumissionnaires. La valeur probante des lettres recommandées électroniques est équivalente à celles des lettres recommandées adressées par voie postale. Le système d'horodatage mis en œuvre par la plateforme permet en effet de garantir la traçabilité des échanges.

Le candidat doit s'assurer qu'il est en mesure de vérifier régulièrement les messages reçus via la plateforme PLACE.

Le musée national de la Marine ne peut être tenu responsable si le candidat a communiqué une adresse électronique erronée, s'il n'a pas vérifié ses messages en temps et en heure ou s'il n'a pas procédé au retrait d'une lettre recommandée électronique.

ARTICLE 8 : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Article 8.1 : Variantes

Les candidats devront présenter une offre de base totalement conforme aux prescriptions du CCTP.

Les entreprises pourront proposer des produits similaires et variantes, respectant tous les critères de similitude du produit, dans son offre. Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE, ils doivent cependant compléter certaines pièces ou répondre aux variantes obligatoires et proposer le cas échéant des variantes (toutes variantes permettant des solutions techniques et des économies de prix mais sans modification de l'esthétique du projet). Les variantes et options sont précisées à chaque CCTP par lot et figurent à la DPGF par lot le cas échéant

Les détails sont indiqués dans le CCTPC et les CCTP par lot .

Les variantes seront analysées conformément aux critères de choix des offres précisés à l'article 13.2.3 ci-après.

Article 8.2 : Prestations supplémentaires éventuelles (options)

Des prestations supplémentaires éventuelles (options) doivent être chiffrées. Elles sont précisées dans les CCTP et DPGF par lot.

ARTICLE 9 : VISITE DU SITE

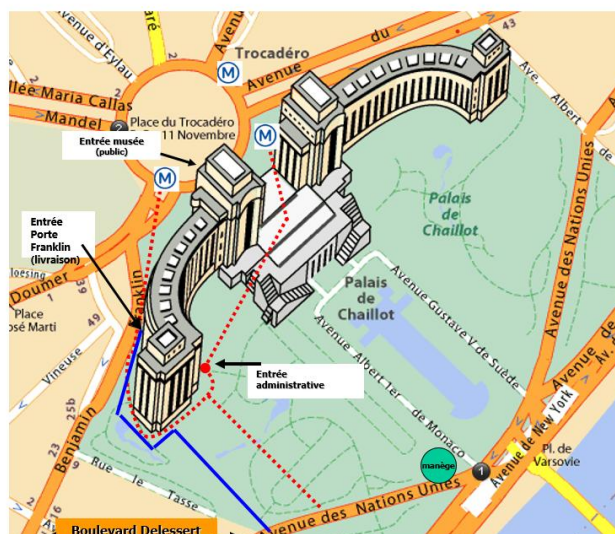
Compte tenu des interventions sur le site, la visite des lieux est obligatoire pour le lot n°1, n°2 et n°4 et facultative pour l'autre lot.

Une attestation de visite co-signée sera demandée pour toute réponse au marché concernant le lot n°1, n°2 et n°4.

La visite aura lieu le vendredi 11 avril 2025 à 14h30

Le rendez-vous aura lieu à l'entrée administrative du musée national de la Marine dans les jardins du Trocadéro (voir plan).

Musée national de la Marine - plan d'accès
Public/administratif et livraisons



Accès par
Boulevard Delessert –
Avenue des Nations Unies

adresse postale :
17 place du Trocadéro
75116 PARIS

standard : 01 53 65 69 69
www.musee-marine.fr

Coordonnées GPS entrée
administrative :
48.859793 N et 2.288139 E.

Métro Trocadéro

Accès piéton

Accès véhicule
sur autorisation

Les visiteurs devront communiquer au musée national de la Marine les pièces d'identité des participants à la visite.

Les candidats devront informer au minimum 48 heures de leur présence à la personne suivante :

Louise Le Grall, coordinatrice des expositions : l.legrall@musee-marine.fr

Chaque candidat devra être muni le jour de la visite d'une pièce d'identité en cours de validité, afin de permettre l'établissement d'un laissez-passer provisoire pour accéder au site. Au cours de cette visite du site, le représentant du pouvoir adjudicateur accompagné du mandataire du marché de conception scénographique répondra à l'ensemble des questions écrites portant uniquement sur la compréhension du cahier des charges et sur les conditions de déroulement de la consultation.

À l'issue de cette visite, le candidat se verra remettre une attestation de visite des lieux signée qui devra être jointe à l'offre qui devra être jointe au dossier de l'offre par le candidat.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidats retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'exécution du marché public.

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 12 : ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION

Article 12.1 : Date et heure limites de remise des plis

La date limite de réception des plis est fixée au 25 avril 2025 à 12h30.

Article 12.2 : Présentation des plis

12.2.1 : Eléments relatifs à la candidature

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les éléments suivants :

- une lettre de candidature précisant le marché pour lequel le candidat soumissionne, comprenant son identification, ses coordonnées postales et numériques, (modèle DC1 mis à jour du 01/04/2019),
- une déclaration du candidat, permettant de justifier de la capacité du candidat (modèle DC2 dans sa version mise à jour le 01/04/2019),

En cas de candidature groupée, il doit y avoir autant de DC2 joints que de membres du groupement.

Il est précisé que le candidat a la possibilité de remettre à l'appui de sa candidature, à la place des éléments précités, le formulaire DUME (Document Unique de Marché Européen), dûment complété.

Au titre de la capacité économique et financière :

- le montant du chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices disponibles,
- l'assurance contre les risques professionnels.

Au titre de la capacité professionnelle et technique :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- la présentation d'une liste des travaux de même nature que celles du présent marché par lot exécutés au sein d'institutions culturelles au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- indication s'il est fait appel à des techniciens ou des organismes techniques responsables du contrôle de qualité ;
- une description de l'équipement technique, des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- détail des certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance de la qualité ;
- détail des certificats établis par des organismes indépendants concernant les systèmes et normes de gestion environnementale ;

Les candidatures seront examinées afin de satisfaire à des niveaux de capacité professionnelle correspondant à des marchés similaires, tant par leur nature, leur importance, leur montant, leurs contraintes.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-11 et suivants du code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, financières et techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, financières et techniques d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas il justifiera des capacités (mêmes justificatifs professionnels, financiers ou techniques à fournir que ceux exigés des candidats) de ce ou ces opérateurs économiques et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché, en fournissant un engagement écrit du ou des opérateurs économiques.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer doit produire les documents justifiant qu'il n'est pas exclu de la procédure de passation des marchés publics suivant les dispositions mentionnées à l'article R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Les candidatures qui ne comportent pas ces éléments se verront rejetées sous réserve de la mise en œuvre de la faculté de régularisation prévue aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit, dans un délai qui lui sera notifié, les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou à l'article D8222-7 du Code du travail nouveau ainsi que les certificats et attestations des administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Il est rappelé aux candidats que toute fausse déclaration dans les documents remis est passible d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende, conformément à l'article 441-1 du Code Pénal. Outre le rejet de la candidature, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de dénoncer toute anomalie constatée, ou de se porter partie civile le cas échéant.

12.2.1 : Éléments relatifs à l'offre

Le dossier à remettre par les candidats doit comprendre les documents suivants, pour chacun des lots :

- l'acte d'engagement du lot concerné complété,
- la DPGF du lot concerné complétée exhaustivement,
- le BPU du lot concerné complété exhaustivement,
- Un mémoire technique décrivant la méthodologie d'exécution des travaux, les moyens techniques mis en œuvre, les équipes mises à disposition (références professionnelles, effectifs,

répartition, expériences et compétences de l'ensemble de l'équipe y compris du chef de chantier), un planning détaillé d'exécution des travaux respectant le planning général mentionné au CCTPC, ainsi que la démarche environnementale et sociétale que l'entreprise se propose de mettre spécifiquement en œuvre dans le cadre du marché (matières premières et produits utilisés, emballages, élimination des déchets et tout type de prestation similaire proposées par le titulaire, modalités de reprise des éléments de l'exposition précédente etc.) ainsi que la démarche globale de l'entreprise en termes de développement durable.

- l'attestation de visite co-signée pour les candidats au lot n°1, n°2 et n°4.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre (annexe à l'AE complétée ou formulaire DC4) :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les candidats n'ont pas besoin de signer les documents remis. Seul l'attributaire sera sollicité afin de signer les documents.

Article 13.3 : Modalités de remise des plis dématérialisés

La remise électronique des plis via la plateforme PLACE est obligatoire.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable de manière dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat.

À ce titre, la plateforme des achats de l'État – <https://www.marches-publics.gouv.fr> – mise à disposition par le musée national de la Marine, est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme, les soumissionnaires ont notamment la possibilité :

- de retirer le dossier de consultation (DCE) dans son intégralité,
- de poser des questions relatives à son contenu, de télécharger les demandes de précisions, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (lettre de rejet, notification...), les réponses aux questions posées, les modifications apportées au dossier de consultation,
- d'envoyer son offre par voie électronique.

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site. L'assistance téléphonique de la PLACE peut être jointe du lundi au vendredi au 01 76 64 74 07 de 9h00 à 19h00.

Par cette procédure, les candidats sont invités à remettre, au plus tard à la date limite fixée sur la première page du présent règlement de consultation, une candidature et une offre selon les modalités précisées à l'article 13.2 du présent règlement de consultation.

L'expéditeur devra tenir compte des délais de téléchargement, l'établissement public ne pouvant être tenu

pour responsable des problèmes d'acheminement.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront alors informés.

ARTICLE 13 : CRITERES DE SELECTION

Article 13.1 : Critères de sélection des candidatures

Le jugement des candidatures est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique et selon les critères suivants :

1. régularité juridique (production de l'ensemble des pièces demandées et vérification de l'admission du candidat à concourir)
2. capacité économique et financière
3. capacité professionnelle et technique

Seules les candidatures présentant une régularité juridique, une capacité économique, financière, professionnelle et technique suffisantes seront retenues.

Conformément à l'article R.2144-5 du Code de la commande publique, la vérification des capacités sera faite au plus tard au stade de l'attribution du marché public. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'étudier les offres avant les candidatures.

L'acheteur demande seulement à l'attributaire de justifier de sa capacité juridique (assurances, pouvoirs, habilitation des cotraitants etc.). Cette vérification intervenant après le classement des offres, en cas d'incapacité de l'attributaire pressenti, c'est alors le soumissionnaire classé le suivant qui sera sollicité pour produire les justificatifs nécessaires.

Article 13.2 : Critères de jugement des offres

13.2.1 : Analyse des offres – rejet des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables

Conformément aux dispositions des articles L.2152-1 à L.2152-4 du Code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières, et inacceptables sont écartées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre.

Les candidats doivent renseigner chaque ligne des D.P.G.F. et B.P.U. Toute absence de réponse devra être justifiée. A défaut de justification recevable, l'offre sera déclarée IRREGULIERE.

13.2.2 : Analyse des offres – offre anormalement basse

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, les offres anormalement basses sont écartées lorsque les prix ou les coûts ne sont pas justifiés par le candidat à l'issue des précisions complémentaires exigées le cas échéant par le Pouvoir Adjudicateur.

13.2.3 : Comparaison pour la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

L'offre économiquement la plus avantageuse est déterminée, en fonction des critères pondérés suivants :

- ✓ **Prix (40 %)**
- ✓ **Valeur technique de l'offre (50 %) :** analysée sur la base des éléments suivants contenus dans le mémoire technique du candidat :
 - Méthodologie d'exécution des travaux, les moyens techniques mis en œuvre, et un planning détaillé d'exécution des travaux respectant le planning général (30%)
 - Les équipes mises à disposition (références professionnelles, effectifs, répartition, expériences et compétences de l'ensemble de l'équipe y compris du chef de chantier) (20%)
- ✓ **Démarche environnementale et sociale (10 %) mise en œuvre par le candidat pour le marché.**
 - La démarche environnementale et sociétale que l'entreprise se propose de mettre spécifiquement en œuvre dans le cadre du marché (matières premières et produits utilisés, emballages, élimination des déchets et tout type de prestation similaire proposées par le titulaire, adaptation des éléments mobiliers de l'exposition précédente, etc.) ainsi que la démarche globale de l'entreprise en termes de développement durable.

IMPORTANT : Le mémoire technique est **indispensable** au jugement de la valeur technique des offres des soumissionnaires et constitue une pièce fondamentale pour l'évaluation des offres sous peine de rejet de l'offre.

13.2.4 : Organisation de la négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à une phase de négociation. Les négociations porteront sur tout ou partie des critères.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec tout ou une partie des candidats.

Le pouvoir adjudicateur procèdera à une négociation dans le strict respect du principe d'égalité et du principe de confidentialité.

La négociation s'organisera avec éliminations successives si plusieurs tours de négociation sont organisés, en présentiel ou à distance.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois de ne pas négocier et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

ARTICLE 14 : ABANDON DE PROCEDURE

Le musée national de la Marine se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation, selon les modalités des articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 15 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Article 15.1 : Demandes de renseignements

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires, peuvent le faire **uniquement par courrier électronique** via la plateforme PLACE en s'adressant en temps utiles afin que le pouvoir adjudicateur puisse répondre **au plus tard 4 jours avant** la date limite de remise des offres.

Toute demande qui ne respecterait pas ces modalités et qui serait adressée à nos services dans un délai inférieur à 4 jours avant la date limite de remise des offres ne sera pas traitée.

Article 15.2 : Modifications apportées au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

ARTICLE 16 : RAPPEL DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

En application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique, et en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, le Titulaire ou chaque membre du groupement le cas échéant devra transmettre les documents suivants (uniquement en cas d'attribution du marché et pas au stade de la remise des offres).

Tous les documents visés au présent article doivent être déposés sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à disposition gratuitement par le Pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Le choix du mode de transmission est global. Les documents ne seront donc pas pris en compte s'ils sont transmis sur support papier.

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur cette plateforme, il peut se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, le candidat devra obligatoirement se créer un compte sur cette plateforme en ligne.

A ce titre, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants après avoir renseigné deux adresses mails valides dans le document intitulé « Coordonnées du candidat pour e-Attestations ».

A défaut de déposer ces éléments sur la plateforme e-Attestations dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la lettre l'informant de l'attribution envisagée, l'offre du candidat est rejetée. Le candidat dont l'offre est classée immédiatement après la sienne pourra alors être sollicité pour produire les documents nécessaires, en vue de lui attribuer le marché.

Protection des données à caractère personnel : E-Attestations.com s'engage à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour assurer la confidentialité et la plus grande sécurité des données qui lui seraient communiquées ou auxquelles elle pourrait accéder.

Liste des justificatifs à fournir :

1^o Dans tous les cas :

- a) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- b) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- c) Une attestation d'assurance décennale pour les lots 1 et 2 et de responsabilité civile professionnelle pour l'ensemble des lots.
- d) Un certificat délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du Code du Travail.
- e) Pouvoir du signataire (permettant de relier le signataire à une personne figurant sur le K-bis ou équivalent le cas échéant), et :
 - a. habilitation du mandataire signée par les cotraitants (le cas échéant),
 - b. copie du jugement de redressement judiciaire (le cas échéant)

2^o L'un des documents suivants :

Lorsque l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois ;

- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3° Si le candidat emploie des salariés étrangers :

La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail en application de l'article D8254-2 du code du travail.

4° Si le titulaire détache un ou plusieurs salariés pour l'exécution du marché (loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale) :

- une copie de la déclaration, préalablement au détachement, adressée à l'inspection du travail, du lieu où débute la prestation.
- un document attestant de la désignation d'un représentant de l'entreprise sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle (inspecteurs et contrôleurs du travail) pendant la durée de la prestation.

Toutes les pièces devront être envoyées par courrier au musée national de la Marine et déposées dans le même temps sur la plateforme dématérialisée www.e-attestations.com (sauf pouvoir du signataire et habilitation du mandataire), partenaire du musée national de la Marine dans la production par ses fournisseurs des justificatifs sociaux et fiscaux.

En cas de défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, ou d'une incapacité juridique qui apparaîtrait au stade de l'attribution, le pouvoir adjudicateur sollicite alors le candidat arrivé le suivant dans le classement des offres.